

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°212595 - 79ÈME ANNÉE

Les Comores : 48 ème anniversaire de l'indépendance et après ?



Ce jeudi 6 juillet, les Comoriens fêtaient l'anniversaire de leur indépendance. Le contexte lié à l'opération Uwambushu qui se déroule actuellement à Mayotte a impacté les festivités et laissé place à des rassemblements pacifiques et militantes à travers le monde entier. A La Réunion, le collectif Stop Uwambushu en a profité pour réunir diverses personnalités, au Barachois, à l'exemple d'autres villes en France.

Les Comores : une indépendance inachevée.

Le 6 juillet 1975, les Comores proclament officiellement leur indépendance, suite à un référendum organisé par la France, le 22 décembre 1974. Il y avait une seule question et une seule circonscription électorale. L'indépendance a été soutenue à 95%.

C'est une grande victoire sauf qu'au dernier moment, la France ne reconnaîtra pas le résultat à l'échelle de la circonscription unique. Elle va organiser de nouvelles élections à Mayotte, pour tenter de donner un vernis démocratique à un viol de la souveraineté du nouvel État sur l'ensemble de l'archipel. Les Nations Unies

reconnaissent l'Indépendance des Comores. Leur drapeau est constituée de quatre couleurs pour représenter tout l'archipel et il y a aussi 4 étoiles pour les mêmes raisons. L'emblème national comorien comporte encore ses 4 étoiles et tous les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de dénoncer cette transgression de loi au moment de l'indépendance des Comores.

La France persiste. Non seulement elle garde la main sur l'économie des Comores, en étant présent par exemple au bureau de la Banque Nationale Comorienne et en imprimant le Franc Comorien, mais en plus, loin de vouloir ouvrir un dialogue constructif et respectueux avec son partenaire, siégeant à ses côtés dans la COI, elle s'évertue à isoler l'île de Mayotte.

En 2009, elle en fait le 101ème département français. Malgré ce nouveau statut, elle se moque des Mahorais, qui sont traités comme des parias, contraints de quémander de meilleures conditions de vie. Cela est très visible dans le domaine social où les Mahorais ne perçoivent qu'une partie de prestations. Le droit au logement est une plaisanterie.

Uwambushu : opération de communication mais problèmes réels.

Pour cacher son manque d'investissement et d'intéressement à Mayotte, le gouvernement français a lancé une grande opération de communication sur ses actions sur place. Nous aurions tous été heureux

que le gouvernement français, 5^e puissance mondiale, propose aux habitants de Mayotte un vrai plan de résorption d'habitat insalubre ou de construction d'habitat décent pour faire face aux défis démographiques. Il n'assume pas ses responsabilités et trouve des coupables faciles. Avec l'opération de répression en cours, il n'aura plus aucune excuse, car les problèmes ne seront pas résolus. Il aura seulement trompé la vigilance des élus locaux dont certains appellent aux meurtres.

Mobilisation en France et à La Réunion

Pour cette année, l'Ambassade des Comores en France a décidé de reporter les festivités qui ont été remplacées par des rassemblements de protestation. A La Réunion, à l'invitation du collectif Stop Uwambushu, une trentaine de personnes se sont réunies pour échanger sur la situation des Comores et sur l'opération inhumaine en cours. Des personnes travaillant à Mayotte et présentes à ce rassemblement nous ont donné une version bien loin de celle qui est rapportée officiellement.

Julie PONTALBA

Les Européens face à leur Histoire

Les 17 et 18 juillet 2023, Bruxelles va accueillir un sommet entre 33 Chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et leurs homologues de l'Union Européenne.

Cette initiative européenne vise à conclure des accords commerciaux, un programme d'investissements dans les infrastructures et des coopérations institutionnelles. Les latinos étaient d'accord sur ce contenu jusqu'à ce qu'ils constatent, dans le projet de déclaration en préparation, des engagements politiques envers l'Ukraine.

Tout en retirant les paragraphes concernés, les contestataires ont proposé la prise en compte des conséquences de l'Esclavage et de la Traite Transatlantique des Africains en Amérique latine et dans les Caraïbes par les pays européens. Ils réclament un versement pour la réparation des préjudices causés.

Par exemple, cet extrait : « *Nous reconnaissons la nécessité de prendre des mesures appropriées pour restaurer la dignité des victimes, y compris des réparations et des compensations pour aider à guérir notre mémoire collective et pour inverser les héritages du sous-développement* ».

Ainsi, l'Union Européenne est prise à son propre piège en tentant de manipuler les dirigeants des pays souverains. Les errements de Christophe Colomb et les pillages qui ont suivi datent de 1492. Aujourd'hui, les descendants des peuples victimes déclarent aux auteurs de guerres : la guerre en Ukraine, c'est l'affaire des Européens. En d'autres termes : la coopération, oui, mais cautionner vos errements, non !

Cette position des pays du CELAC est remarquable et courageuse. Elle devrait réveiller la conscience des Réunionnais qui s'approprient à célébrer les 360 ans du début du peuplement de l'île. Nous avons pu obtenir la reconnaissance que les Réunionnais sont un peuple né d'un crime contre l'Humanité. Nous portons encore les stigmates de l'Esclavage, de la Traite des Noirs et de la colonisation. Nous ne confondons pas la citoyenneté européenne et le soutien à une politique fasciste et réactionnaire.

N'est-ce pas Merkel et Hollande qui ont déclaré que c'était un choix politique des Européens si les Accords de Paix inter-ukrainien, signé à Minsk, en 2014, n'ont pas été appliqués. Ils voulaient utiliser l'Ukraine pour renforcer les capacités militaires de l'OTAN afin de découper la Russie. En 2021,

la Russie a demandé publiquement à l'Otan et aux Etats-Unis un « *Traité de Sécurité pour Tous* ». Ils ont refusé.

Les 33 dirigeants du CELAC ont signifié à leurs interlocuteurs que les 5 siècles au cours desquels les Européens ont écrasé l'Amérique latine et les Caraïbes, c'est fini. Reste à voir si l'Union Européenne aura le courage de garder la phrase suivante : « *Nous reconnaissons et regrettons profondément les souffrances indicibles infligées à des millions d'hommes, de femmes et d'enfants du fait de la traite transatlantique des Africains* ».

Ary YEE-CHONG-TCHI-KAN

Aurélié Vigne reçoit ses ami-e-s



Vendredi 7 juillet, Aurélié Vigne a réuni ses ami-e-s de l'Entre-Deux. Dans une courte intervention, elle a rappelé que l'épisode législatif est passé et que c'est très sereinement et résolument qu'il faut envisager la suite. Un message accueilli par des applaudissements.

De part sa profession, elle est au contact de la population qui vit des difficultés sociales, des familles parfois plongées dans la détresse. Ce constat est connue et il est largement partagé, notamment par le public qui avait répondu présent à ce rendez-vous.

Également présent, Elie Hoarau a délivré quelques propos. Tout d'abord, pour remercier Aurélié de son invitation mais surtout pour encourager sa persévérance.

Dans cette période difficile où tout paraît comme figé, il est positif que la population peut compter sur des personnes qui s'engagent envers les autres. A l'Entre-Deux, comme ailleurs, c'est une parole qui plonge ses racines dans la lutte pour la dignité humaine.

A Saint-André, Bras des Chevrettes Olivier Dalleau n'est plus

Nous avons appris la disparition d'Olivier Dalleau, à Bras des Chevrettes, âgé de 73 ans. Il était l'époux de Clotilde Dalleau, née Pétreil, elle aussi disparue depuis, figure militante du PCR du Secteur, dans les années 80.

Leur domicile au Lotissement Soleil, était le point de ralliement des militants du Secteur et le lieu d'innombrables réunions du PCR, avec Laurent, Paul Vergès, et les camarades de Saint-André.

Régulièrement caillassée, notamment lors des campagnes des municipales de 1983 et de 1984, le domicile de la famille Dalleau, à Bras des Chevrettes, a été le symbole de la résistance face à l'impunité des nervis.

Oliver Dalleau s'était quelque peu retiré de la vie politique depuis la disparition de son épouse, tout en restant fidèle à ses convictions.

La Section PCR de Saint-André présente à ses enfants, Martine, Patricia, Clodelle, David et à leurs proches, ses sincères condoléances.

Pour la Section PCR de Saint-André
Paul Dennemont



Néna 360 ané lo pèpleman lil bourbon la komanssé

Mézami souvan dann nout listoir lé z'inn é lé zot i négliz lo rol bande demoune zot i koné pa lo nom. Dann lo pèpléman la Rényon, an parmi bande promyé zabitan, i négliz lo rol zoué par bande promyé malgash é lé domaz pars momandoné i zape lo rol banna pou anparl sirtou lo rol bande zéropéin.

Kossa l'arivé l'ané 1663 dann lil bourbon ? Douz pèrsone l'ariv par bato pou akost laba dann Sin-Pol. An parmi lo douz pèrsone l'avé dè zéropéin, épi dis malgash. An parmi lo dè zéropéin listoir la rokonète arienk lo nom Louis Payen, pou lo dézyèm i koné pa bien kissa i lé...Sak lé sir sé ké, trépé d'tan apré lo débarkman, bande malgash la parti zot koté é lo dè zéropéin la rèss dann la grote laba Sin-Paul.

Kan Etienne Regnault l'arivé l'ané 1665, toute la bande arivé an 1663 la réini é apré sa lo péploman lil bourbon la komanssé,

dousman ti dousman mé la komanssé kan mèm é sa i fé 360zané demoune lé instalé issi dann noute péi.

Sak i annuiye amwin in pé ladan, sé ké sa i pé zète la vérité, osinonsa inn parti la vérité. An fète, ni di sa pars ni koné pa pliss dsi lo sizé é souvan dé foi lé konmsa dann listoir La Rényon sirtou dann promyé tan.Ni koné in boute la vérité é pétète ni konétra pa pliss :

Lo dézyèm franssé té ki ? i paré i koné pa avèk sèrtitide. Koman lo dis malgash téi apèl ?i koné pa non pli sof pétète inndé nom. In rézon siplémantèr pou la roshèrch kontinyé pétète pou trouv sa sansa pou trouv d'ote zafèr. Zot i trouv lé flou ? Listoir lé souvan défoi in pé flou, mé sa i anpèsh pa ki fo kontinyé rodé.

A bon antandèr, salu.

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433